

plus en plus, une attitude d'opposition irréductible allant jusqu'à la guerre civile, selon l'exemple grec. Cette politique ne signifie pas que les partis communistes peuvent, d'une façon quelconque, revenir à une politique de classe, même du genre de celle la « troisième période » de 1928-1933, sauf peut-être, dans le cas de l'éclatement de la guerre.

Néanmoins, l'expérience de la Grèce tout aussi bien que l'expérience récente en France, en Italie et ailleurs démontrent que, dans le cadre d'une politique générale de collaboration de classe, la bureaucratie stalinienne est capable de provoquer des oscillations de sa politique d'une ampleur qui peut aller jusqu'à la préparation de la grève générale et de la lutte armée. Cette dernière éventualité n'est néanmoins possible que dans le cas d'un rapport défavorable pour le prolétariat, permettant à la bureaucratie de contrôler sans danger ce mouvement. Cependant, le fait que la bureaucratie stalinienne utilise ces armes non pour renverser le régime capitaliste, mais seulement pour exercer une pression sur la bourgeoisie, afin d'atteindre des buts limités, signifie qu'elle mène cette lutte dans un esprit, en dernière analyse, opportuniste et défaitiste, se montrant prête, à chaque instant, à interrompre et à trahir le combat.

La nouvelle politique des partis communistes, dans la mesure où elle paraît prendre la défense des revendications ouvrières et s'opposer à tous les autres partis bourgeois, contribue, au début, à resserrer les liens qui étaient en train de se relâcher entre ces partis et les ouvriers. Mais en même temps, l'esprit opportuniste et manœuvrier qui anime cette politique apparaît d'une façon plus sensible aux masses, une fois que celles-ci sont lancées dans la lutte. La peur stalinienne d'une véritable action révolutionnaire rend hésitante et irrésolue la direction des luttes actuelles. Dans des pays comme la France, les ouvriers tendent à soupçonner ses mobiles, particulièrement quand ils se souviennent de sa politique traître des années passées (« produire d'abord », « la grève est l'arme des trusts », etc.). Les ouvriers, à leur tour, tendent à hésiter à suivre la direction stalinienne, souvent même quand la lutte a trait à leurs revendications légitimes. Dans cette situation la domination stali-

nienne sur le mouvement ouvrier tend à se briser. Les partis communistes, particulièrement en Europe Occidentale, deviennent incapables de mobiliser effectivement les masses. Ceci ne peut être obtenu qu'avec l'émergence d'une nouvelle direction. Mais les conditions des ouvriers obligent ceux-ci à recourir à nouveau à la lutte. Ainsi se trouve créée l'occasion d'une intervention effective des sections de la Quatrième Internationale pour gagner le mouvement des masses.

Le « tournant » stalinien en favorisant le déclenchement des luttes ouvrières, peut grandement profiter aux organisations de la IV^e Internationale, si elles savent combiner l'unité d'action et la tactique du front unique, appliquée surtout à l'échelle locale, dans les usines et les syndicats, à une ligne politique claire et à une critique vive et ferme des directions stalinienne, conditions qui leur permettent de gagner dans l'action la confiance de l'avant-garde prolétarienne en lutte.

3) Les formations centristes

Ce qui subsiste des organisations centristes d'avant la guerre, groupées autour Bureau de Londres, a profondément dégénéré et s'est décomposé.

Ainsi en Angleterre l'I.L.P. végète, après que son ancien noyau dirigeant ait déserté dans le camp de la bureaucratie du Labour Party.

En France, après la dissolution complète du P.S.O.P., Marceau Pivert, en compagnie de Léon Blum, a promu le parti socialiste dégénéré au rôle de la « troisième force » qui se trouverait théoriquement à égale distance entre de Gaulle et le parti communiste; mais qui, en pratique, s'allie aux candidats municipaux gaullistes contre les staliens.

En Grèce, l'organisation archéomarxiste condamnant la guerre civile, collabore aux directions syndicales avec les agents nommés par le gouvernement monarcho-réactionnaire, et, « ayant à choisir » entre « le stalinisme » et la « démocratie bourgeoise » made U. S. A. et appliquée en Grèce, a opté, en pratique, pour celle-ci.

Le P.O.U.M. est en proie à une cri-